

Nos partenaires parlent d'ALIMA !



Cette semaine, discussion avec le **Dr. Max Mondestin**, notre représentant sur le terrain à Port au Prince. Originaire d'Haïti et de formation médicale (chirurgie, études de santé publique...), il a passé de nombreuses années sur le terrain, notamment pour l'Organisation Mondiale de la Santé, avant de revenir à Port au Prince en 2010 après le terrible séisme qui frappa le pays.

ALIMA : Avec ALIMA vous intervenez en tant que représentant médical, notamment sur l'épidémie de Choléra. Expliquez-nous quel est votre rôle pour l'association et comment cette collaboration s'est mise en place ?

Max Mondestin : Actuellement je suis le représentant pays pour ALIMA en Haïti. Ma mission consiste principalement à assurer la liaison avec les autorités locales et les différentes agences internationales comme par exemple l'OMS.

Tout a commencé avec Thierry, le président d'Alima. On se connaît depuis longtemps vous savez, environ 20 ans que lui et moi sommes amis. Après le séisme, je voulais rentrer en Haïti mais j'étais engagé avec l'OMS en Afrique

où je travaillais sur le contrôle des maladies (en RDC d'abord puis en Gabon ainsi que dans



de nombreux pays africains). Il a fallu attendre décembre 2010 pour que je rejoigne ALIMA.

A : Pour ALIMA la construction de partenariats avec des acteurs nationaux de l'aide est primordiale. Pourquoi avoir choisi de travailler avec ALIMA en Haïti, quelles valeurs ont orienté votre choix ?

MM : Il y a de nombreuses valeurs que je partage avec ALIMA. Tout d'abord elle a une approche différente des autres ONG, qui en général interviennent de manière plus « sauvage » sur le terrain. Attention, je tiens à nuancer mes propos. Il ne s'agit pas là d'oublier toute l'importance qu'elles peuvent avoir au niveau de l'aide internationale. Mais pour moi ALIMA est différente de par

ALIMA, agir ensemble

l'importance qu'elle accorde au partenariat et son souci de renforcer les acteurs locaux.

Ensuite je me retrouve également dans les orientations d'ALIMA et au niveau de ses activités qui sont centrées sur la personne et non pas déterminée par une situation politico économique.

Ici il ne s'agit pas de venir s'imposer dans un pays sans prendre en compte le rôle que les acteurs locaux doivent jouer.

Construire de nouveaux partenariats dans d'autres pays reste une possibilité tout en continuant à développer Haïti, si cela me permet d'adapter ma situation familiale.

A : Comment envisagez-vous l'action d'ALIMA en Haïti dans le futur ? Comment envisagez-vous la reconstruction du pays ?

MM : Aujourd'hui tout dépend de la mission sur laquelle on travaille en Haïti. L'enjeu pour nous c'est de passer d'une mission d'urgence à un bureau national au caractère permanent. C'est primordial de continuer à renforcer les acteurs locaux.

Concernant le projet SIRCHOL*, j'aimerais beaucoup travailler à sa mise en place.

J'aimerais seulement rajouter avant de vous quitter, je comprends bien que l'expérience en Haïti est différente qu'au Niger, qu'en RDC et qu'au Mali (intervention suite au séisme, dans

un contexte d'urgence, avec une multitude d'acteurs). Mais il existe ici de réelles opportunités compte tenu du contexte d'intervention. De nombreuses ONG sont arrivées ici après le séisme mais qui restent très démobilisables. On voit ce qui se passe par rapport au choléra. Une fois la situation d'urgence passée les ONG partent, rendant le contexte d'intervention d'autant plus difficile.

Il est intéressant de construire des partenariats avec des acteurs locaux. En Haïti les personnes sont dépourvues de tout et il n'existe pas suffisamment de personnel de santé. C'est un réel challenge, à travers la construction de partenariat, de montrer que notre approche peut marcher, c'est le moment de monter notre savoir-faire et notre démarche.

*Le projet SIRCHOL, Surveillance – Investigation – Riposte - Choléra, a pour but d'étendre à l'échelle nationale d'Haïti le travail déjà mené à l'échelle de Pétion-Ville et de Kenscoff. Il s'agit d'identifier les zones résiduelles, c'est-à-dire les zones où persiste le choléra (surtout en période d'accalmie épidémique), de comprendre les raisons de cette persistance et proposer des solutions à celles-ci afin de prévenir la recrudescence de nouvelles flambées épidémiques. Ainsi, ce projet va bien au-delà de la surveillance classique des épidémies qui se concentre sur les cas de décès imputables au choléra.

ALIMA, agir ensemble